

- **Hunyadi Mark**, *La Tyrannie des modes de vie*, Le Bord de l'eau, Lormont, 2015, 114 p., 10 euros.

Professeur de philosophie morale et politique à l'Université catholique de Louvain, Mark Hunyadi propose ici un essai revigorant et original. Son objet ? Notre pathologie, notre « schizophrénie démocratique ». Un paradoxe, énoncé à la Rousseau, la résume : « Partout, les individus se proclament libres, mais la liberté est dans les fers. » Dans les fers, voire l'enfer, des modes de vie, soustrait à tout contrôle collectif. « Paradoxe démocratique » redoublé d'un « paradoxe éthique ». En effet, c'est au moment où l'on assiste à une véritable inflation éthique (comités, chartes, règlements, labels, etc.) que ces modes de vie tyranniques qui, par la technologie, le marketing, le management, etc. façonnent notre quotidien, étendent leur emprise. D'où la thèse majeure et provocatrice de l'ouvrage : et si l'éthique libérale dominante – cette « Petite éthique », focalisée sur le respect du droit des individus et de la défense du sacro-saint « fait du pluralisme » (Rawls) –, n'était autre que le vassal servile du « système », voire son agent actif de blanchiment ? L'auteur nous invite ainsi à voir ce que cette éthique minimale, axiologiquement neutre, refuse de voir : que la vénération des libertés individuelles conduit à cela même qui les nie. Ainsi, on partira à la chasse de toute forme de harcèlement sans que nul ne s'oppose à la dictature du chiffre et à la course à la productivité qui imposent à tous des conditions de travail aliénantes et pathogènes ; on se préoccupera du consentement du patient sans se soucier de la déshumanisation technologique de la médecine ; on veillera sur les droits des consommateurs sans s'inquiéter de la marchandisation de tous les biens, etc. Bref, « sous le paravent des droits individuels s'imposent collectivement des modes de vie qui, finalement, pourraient s'avérer détestables ».

Cette critique de la Petite éthique, individualiste, procéduraliste, formaliste et, au bout du compte, fondamentalement impuissante et conformiste, voire cynique, n'est pas sans évoquer les thèses de notre ami Jean-Claude Michéa. Pour autant, l'auteur se refuse de poser les jalons d'une (plus) « Grande éthique », plus substantielle, émancipé du seul impératif (rawlsien ou habermassien) du juste pour faire droit aux exigences du bien, d'une vie bonne, du moins décente. La force du diagnostic s'émousse alors, en partie, au moment de définir la thérapie adaptée à cette pathologie démocratique. Suffit-il, en effet, pour « se donner les conditions d'un agir commun, d'un agir qui ne soit pas le simple point d'équilibre entre tous les intérêts particuliers [...] ou le point d'accord minimal entre des acteurs par ailleurs indifférents les

uns aux autres », d'en appeler à un « Parlement virtuel des modes de vie » ? S'il s'agit bien, à juste titre, de « briser la neutralité libérale » – qui, conçu pour protéger les individus, protège en fait le système –, l'institution du « commun », au sens notamment de Dardot et Laval, peut-elle reposer sur la seule performativité d'un débat collectif, qui plus est virtualisé sur l'Internet ? Non que ne puisse ainsi – virtuellement – s'approfondir nos pratiques et expériences démocratiques. Mais ne s'approfondiraient-elles pas davantage encore si l'on versait au préalable (à l'instar de ce que propose Michael Sandel dans son dernier ouvrage, recensé plus haut) quelques arguments et principes substantiels à la discussion sur la vie bonne ?

### Recension par Simon Borel

- **LALLEMENT** Michel, *L'Âge du faire. Hacking, travail, anarchie*, Seuil, Paris, 2015, 441 p., 25 euros.

Ce livre très séduisant dans ses promesses analyse la montée en puissance et l'héritage du mouvement « *maker* et *hacker* » dans la Silicon Valley, à partir d'une étude empirique (observation directe et entretiens) menée dans un *hackerspace* auprès d'une communauté de *hackers*. Ces ateliers de conception, de formation et de production collaboratifs ouverts, fondés sur l'hybridation entre l'*open software* (les logiciels et la programmation libres et ouverts) et l'*open hardware* (la production matérielle libre et ouverte), autour de l'informatique connectée et des machines à commande numérique (et autres outils plus rudimentaires), laissent libre court à « la volonté de créer et de partager ». Ces « lieux communautaires » sont des « associations à but non lucratif gérées collectivement », fondées sur le « refus de la hiérarchie », la « liberté d'échange de l'information », la valorisation des valeurs d'autonomie et de créativité, le « rejet des discriminations », la croyance dans le caractère émancipatoire des techniques, le gouvernement par consensus et l'« importance conférée à la do-ocratie (pouvoir de faire) ». Chaque membre (majoritairement issu des classes moyennes blanches) « bénéficie des ressources utiles pour donner libre cours à ses projets individuels et collectifs, partager des connaissances, innover ensemble ». Ces pratiques *hacker* expriment le « désir de la bidouille » et du « faire » soi-même et avec les autres. Loin d'être marginales, anecdotiques et réductibles au nouveau capitalisme contemporain, elles doivent, selon l'auteur, être prises au sérieux en ce qu'elles tiennent « le travail comme une pratique productive qui trouve en elle-même